



Info-Flash N°81 – 4 juillet 2023

Comité de défense des hôpitaux publics de Dole
14 rue de la Bière—39100 DOLE - comitedefensehopitauxdole@gmail.com

Site : www.defense-hopitaux-dole.fr

Membre de la Coordination nationale des Comités de défense des Hôpitaux et maternités de proximité

SOINS DENTAIRES : Les usagers pénalisés

Nous sommes indignés par l'annonce de la diminution du remboursement des soins dentaires par la Sécurité Sociale, celui-ci passant au premier octobre de 70 à 60 %.



Pour un ministre de la santé et de la PRÉVENTION, c'est un comble : freiner le traitement des caries !

C'est pénaliser ceux qui n'ont pas de mutuelle ou autre complémentaire santé, souvent les plus précaires, c'est pénaliser ceux qui en ont une, car par la force des choses, les cotisations vont augmenter ! Bref, c'est pénaliser tout le monde.

C'est remplacer une Sécurité Sociale égalitaire par des complémentaires inégalitaires. C'est un pas de plus dans la casse de notre Sécurité Sociale solidaire ! C'est un cadeau pour les assurances privées, qui prennent une place de plus en plus importante faisant rentrer les intérêts financiers dans la protection sociale.

D'autres annonces, ces derniers jours, pour réduire les dépenses de santé menacent l'accès aux soins pour toutes et tous. La Coordination Nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité appelle ses comités et la population à se mobiliser pour exiger que le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2024 réponde aux besoins de soins et de prévention de la population.

GREVE DES PRATICIENS HOSPITALIERS 3 et 4 juillet : Les usagers solidaires

Nous apportons notre soutien aux médecins hospitaliers en grève les 3 et 4 juillet. L'arrêt unilatéral par le ministère des négociations en cours montre que les praticiens hospitaliers sont logés à la même enseigne que les usagers : absence d'écoute et absence de réponses aux problèmes soulevés, quels que soient leur acuité ou leurs effets délétères sur les conditions de travail des uns ou la prise en charge des autres.

Les revendications de ces médecins sont pourtant plus que légitimes : revalorisation immédiate des gardes et astreintes, reconnaissance de la pénibilité ; correction des injustices de la grille salariale statutaire suite aux négociations bâclées du Ségur.

Faute d'une vraie politique de santé, sans recrutement massif et sans réelle valorisation, les professionnels de santé sont de moins en moins nombreux à assumer des tâches qui pourtant s'accroissent du fait du vieillissement de nos sociétés et de l'absence de plus en plus généralisée de médecine de ville.

Pour les usagers, les conséquences de l'obstination gouvernementale à ne pas leur répondre sont catastrophiques : fermetures de services d'urgences, de maternités ; délais de plus en plus longs pour des consultations ou des examens ; recours au privé avec un surcoût pour celles et ceux qui en ont les moyens, renoncement aux soins pour les autres.



Les prochaines
RENCONTRES NATIONALES
de la Coordination nationale
des comités de défense des
hôpitaux et maternités de

proximité auront lieu à **DOLE**
les 17-18 & 19 NOVEMBRE 2023

Durant 3 jours, Dole sera la caisse de résonance des actions menées pour la défense des hôpitaux, des maternités, de l'accès aux soins. 100 à 120 délégué.e.s de toute la France sont attendu.e.s.

Nous serons heureux de les accueillir et d'organiser cet événement. Les débats se tiendront à la Salle Edgar Faure en mairie de Dole.

Nous sollicitons tous nos adhérent.e.s pour participer à ces rencontres et contribuer à leur succès : accueil, service des repas, hébergements chez l'habitant, organisation de moments conviviaux, etc. Nous avons besoin de vous ! (voir fiche jointe).



PLFSS 2024 : Que sera la prochaine loi de financement de la sécurité sociale ?

Pour le budget 2023, la loi avait été imposée par le 49-3, avec une réduction du financement des hôpitaux publics et une nouvelle dégradation de la mission de service public de la Sécurité sociale.

Pour 2024, après le recul de l'âge de la retraite à 64 ans, le gouvernement envisage de s'en prendre aux arrêts maladie. Travailler plus longtemps, donc plus âgés, et surtout interdit d'être malade !

A la rentrée, faisons entendre la voix des usager.e.s dans le débat budgétaire (jusqu'à fin octobre 2023)